



Date de dépôt du dossier
(Cachet du service instructeur)

Direction Générale des Affaires Economiques

DEMANDE D'AIDE ECONOMIQUE DES PETITES ENTREPRISES ET COMMERCE

Base réglementaire : loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017, arrêté n° 1855/CM du 18 octobre 2017

Dossier à déposer à la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE)

Cellule aides aux entreprises

Bâtiment des Affaires Economiques (1^{er} étage) – Fare Ute – Papeete - BP 82 – 98713 Papeete

☎ : 40 50 96 36 – Courriel/Email : dgae@economie.gov.pf - site internet : www.dgae.gov.pf

- Aide à l'équipement des petites entreprises
- Aide à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants

L'ENTREPRISE

Forme juridique (Entreprise Individuelle, EURL, SARL,...) et Nom de l'entreprise :

.....

Enseigne commerciale :

Capital social (une entreprise individuelle n'a pas de capital social) : F CFP

Numéro de RC :

Activités exercées :

Adresse géographique du site d'exploitation :

Superficie totale du local (m²) : dont accessible à la clientèle :

Année de construction du local : Montant du loyer mensuel : F CFP ou Propriétaire :

Adresse postale (pour le courrier) :

Numéro de téléphone fixe : Numéro de téléphone portable :

Adresse courriel : Site Internet/Facebook :

LE REPRESENTANT

Nom, prénom :

Date et lieu de naissance :

Fonction exercée (exploitant individuel, gérant, co-gérant, directeur) :

Adresse géographique du domicile :

Adresse courriel : Numéro de téléphone :

Expérience(s) professionnelle(s) :

.....

Formation(s) suivie(s), diplôme(s) obtenu(s) :

.....

Autres activités exercées :

LES EMPLOIS :

Nombre de salariés actuels : Nombre de salariés supplémentaires :

Préciser la nature des emplois prévus (CDI, CDD, emplois aidés et leur fonction ; exemple : électricien...) :

.....
.....
.....

Autres : nombre de prestataires de services auxquels la société fait appel :

PLAN DE FINANCEMENT

Besoins de financement (Factures proforma / Devis). **Les dépenses déjà réalisées ne sont pas éligibles.**

| Dépenses directement liées à l'activité ou au local (en F CFP) Devis/factures proforma : (nom du fournisseur et n° du devis) | Montants HTVA | TVA | Montants TTC |
|--|------------------|-----|--------------|
| n° 1 : | | | |
| n° 2 : | | | |
| n° 3 : | | | |
| n° 4 : | | | |
| n° 5 : | | | |
| n° 6 : | | | |
| n° 7 : | | | |
| n° 8 : | | | |
| n° 9 : | | | |
| n° 10 : | | | |
| n° 11 : | | | |
| n° 12 : | | | |
| TOTAL INVESTISSEMENT | | | |

Ressources de financement

| | Montants en F CFP |
|---|----------------------|
| Subvention sollicitée (maximum 50% du montant HT ci-dessus) | |
| Apports en fonds propres | |
| Emprunt bancaire : Banque :Durée..... | |
| Prêt Sofidep :Durée..... | |
| Autre : <input type="checkbox"/> Prêt familial <input type="checkbox"/> Défisicalisation <input type="checkbox"/> Micro crédit Détails : | |
| TOTAL (doit être égal au Total Investissement TTC du tableau précédent) | |

Estimation de la trésorerie nécessaire au démarrage (stock de départ/BFR) : F CFP

L'entreprise a-t-elle déjà bénéficié d'une aide publique ? : Oui Non

Si oui, auprès de quel organisme ? : Pour quel montant ? : F CFP

PIECES JOINTES

Les requérants peuvent joindre à leur dossier toute pièce utile pour éclairer le(s) service(s) instructeur(s) et/ou les membres de la commission consultative sur la nature de leur projet ou de leur activité, sur la réalité des prévisions d'activité, sur leur situation économique ou sociale, etc.

La Direction générale des affaires économiques se réserve le droit de réclamer des documents supplémentaires nécessaires à l'instruction du dossier et favorisant celle-ci.

Liste des documents à joindre au dossier :

Dans tous les cas :

- Attestation numéro TAHITI (ISPF)
- Relevé d'identité bancaire
- Factures pro formas et devis de toutes les dépenses d'investissement liées au projet (hors stock/BFR)
- Extrait KBIS

Cas particuliers :

- Attestation de financement bancaire ou contrat de prêt
- Attestation en fonds propres ou relevé bancaire récent

Pour les entreprises individuelles ou morales en activité depuis au moins un an, avant le dépôt de la présente demande, même dans un secteur différent :

- Attestation délivrée par la Direction générale des finances publiques (anciennement dénommé Trésor Public) indiquant que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales.
- Compte de résultat ou liasse fiscale (du dernier exercice clos à la date de dépôt de la demande) - Les entreprises bénéficiant du régime des TPE sont dispensées de cette formalité.
- Ordres de recette des salariés des deux mois précédant le dépôt de la demande ou attestation de non inscription au registre des employeurs

Pour les petits commerces et restaurants :

- Plan indiquant les surfaces (<150m², hors terrasse)
- Document justifiant le droit d'exploiter un local (bail commercial, titre de propriété, facture EDT ou téléphone,...)

Autres pièces :

-
-
-

Les données à caractère personnel collectées par la Direction générale des Affaires économiques (DGAE), directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité l'attribution d'une aide économique en accompagnement d'un investissement productif.

Ce traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la DGAE, en matière économique. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants et de son arrêté d'application n° 1855 CM du 18 octobre 2017.

Les données à caractère personnel indiquées dans le présent formulaire sont, à ce titre, obligatoires. A défaut, la DGAE ne pourra satisfaire à votre demande.

Elles sont à destination de la cellule des aides économiques et licences d'importation de la DGAE conformément à l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction générale des Affaires économiques ». Elles sont conservées pendant toute la durée de l'instruction puis 5 ans à compter de l'attribution de l'aide financière.

Conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, que vous pouvez exercer, en justifiant de votre identité, aux adresses suivantes :

Direction générale des affaires économiques BP 82 – 98 713 Papeete TAHITI

Tél. : (+689) 40 50 97 97

Fax : (+689) 40 50 97 79

Courriel : dgae@economie.gov.pf

Pour des questions sur vos données, vous pouvez contacter la Déléguée à la Protection des Données aux adresses suivantes : DPO, à la Direction du Système d'Information de la Polynésie française (DSI),

BP 4574 98 713 Papeete

Courriel : dpo@administration.gov.pf

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL www.cnil.fr, si vous estimez que vos droits n'ont pas été respectés.